

CAP FINISTÈRE

PENN AR BED



Dispensé de timbrage BREST CTC

Une équipe pour le Finistère

Les 2 137 grands électeurs finistériens auront le choix entre sept listes, dimanche prochain, pour les élections sénatoriales.

Depuis 1998, le mode de scrutin a changé. Il n'est plus possible de panacher. Le vote s'effectue à un seul tour, sur une liste complète. Il est donc essentiel de ne pas se tromper de bulletin.

"C'est notre liste qui incarne le mieux la résistance à la politique de Nicolas Sarkozy", a expliqué François Marc, le 14 septembre, à la Fête de la Rose de la huitième circonscription, à Scaër, devant plus de 500 personnes.

"Depuis le mois de juillet, avec Maryvonne Blondin, Jean-Luc Fichet, Paulette Pérez, Bernard Pelleter et Forough Salami, nous sommes allés à la rencontre des maires et des grands électeurs des 283 communes du Finistère", s'est-il félicité. Les candidats aux sénatoriales ont ainsi entendu les revendications des élus locaux,

défendu leur projet et expliqué les enjeux politiques du scrutin du 21 septembre. Car, il ne faut pas s'y tromper : cette élection revêt une grande importance.

Au mois de juillet, la réforme constitutionnelle n'a été adoptée qu'avec deux voix d'avance au Congrès à Versailles. "En renforçant le groupe socialiste au Sénat, nous pourrions à l'avenir empêcher une nouvelle réforme de la Constitution".

Après l'élection du 21 septembre, le groupe UMP pourrait ne plus disposer de la majorité absolue au Sénat. "Cela marquerait la fin des "godillots" qui, lorsque le gouvernement est à droite, acceptent sans broncher les projets de loi, empêchant ainsi tout débat démocratique, et, lorsqu'il est à gauche, pratiquent systématiquement l'obstruction". "Nous nous souvenons encore des propos réactionnaires tenus à la tribune du Sénat par des élus de droite lorsque les lois sur le PACS ou la parité ont été mises à l'ordre du jour", a rappelé François Marc.

SUITE PAGE 2

CAP FINISTÈRE
26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER
DÉPOSÉ LE 18/09/2008



EN CLAIR !

La crise financière n'en finit pas.

Voilà déjà plus d'une année que la planète subit les soubresauts et les errements de la finance internationale. Et il ne se passe pas de semaine sans annonce de nouvelles catastrophes. Si les États-Unis sont au centre du tumulte, l'impact de la crise se fait sentir aussi en France et ce ne sont pas les paroles lénifiantes de la ministre des Finances qui pourront rassurer nos concitoyens. Car notre pays est déjà à la peine : l'inflation sur un an est déjà au-delà de 4 %, le crédit se fait plus cher et les projections de croissance sont alarmantes. L'économie française patine, sans marge de manœuvre. Et la souffrance ne pourra qu'aller grandissant pour tous les Français taxés de tous côtés, sur leur épargne comme sur les revenus de leur travail.

PS 29

War-raok Penn ar bed !

Louis Le Pensec a prononcé son dernier discours, en tant qu' élu national, à la Fête de la Rose de la huitième circonscription, à Scaër le 14 septembre.

Comme tous les autres intervenants, le sénateur François Marc, le député Gilbert Le Bris, le délégué de la 8^e circonscription Nicolas Morvan et l'invité de cette année, le sénateur de Paris David Assouline, Louis Le Pensec a fustigé la politique menée par le gouvernement Fillon et appelé les socialistes à bâtir dans l'unité l'alternative dont le pays a tant besoin.

Et il y a urgence ! Car les mauvaises nouvelles s'accumulent en cette sinistre rentrée. Certes, la crise financière, économique et sociale frappe tous les pays. Mais en France, elle est amplifiée par la politique de Nicolas Sarkozy qui a débuté son quin-

quennat en accordant des cadeaux fiscaux aux contribuables les plus aisés. "Il piétine la Justice, casse les mobilisations syndicales et supprime les corps intermédiaires", a dénoncé l'ancien ministre.



Louis Le Pensec

Pour toutes ces raisons, les Français se tournent vers les socialistes et attendent d'eux un projet alternatif. Car, "Sarkozy n'est fort que de nos faiblesses et de la trahison de certains d'entre nous", a regretté Louis Le Pensec, dépité de constater que "le Parti Socialiste, composé de tant de responsables de talent, puisse parfois donner un spectacle qui lui porte préjudice", faisant clairement allusion à l'Université d'été de la Rochelle.

SUITE PAGE 2

Une équipe pour le Finistère (suite)

Qui, au palais du Luxembourg, a défendu les collectivités locales, sinon les sénateurs socialistes ?

••• Difficile, dans le Finistère, de rencontrer de grands électeurs satisfaits de l'action de Nicolas Sarkozy. D'ailleurs, la campagne de la liste officielle de l'UMP a été pour le moins discrète. Il aurait pourtant été intéressant d'entendre Agnès Le Brun, nouvelle élue de Morlaix, justifier la fermeture du tribunal de... Morlaix.

"L'inquiétude prédomine chez les élus locaux", a pu se rendre compte Maryvonne Blondin. Qu'il s'agisse des finances locales, du démantèlement des services publics ou du statut des élus, les grands électeurs savent bien qu'il n'y a rien à attendre de Nicolas Sarkozy. Et leurs craintes sont largement justifiées puisque le gouvernement prépare un plan de rigueur pour les collectivités locales.



Les candidats de L'Équipe Finistère, à Scaër le 14 septembre

Déjà, la loi de finances pour 2008 fut l'occasion pour le gouvernement d'effectuer un premier pas vers l'étranglement des finances des collectivités territoriales. Les réformes annoncées dans le cadre du projet de loi de finances pour 2009 viennent confirmer et amplifier cette très nette dégradation budgétaire. Cette question a été longuement évoquée durant l'Université d'été de La Rochelle. "Il existe une vraie stratégie de l'UMP contre les collectivités", a prévenu André Laignel. Elle consiste à la fois à les étouffer financièrement mais aussi à pratiquer une recentralisation. On peut le constater notamment dans le domaine de la santé ou du logement. Le rôle des élus a tendance à s'amoinrir tandis que celui des préfets se renforce.

Quelques exemples suffisent pour s'en convaincre. En 1999, le gouvernement de Lionel Jospin avait mis en place le contrat de croissance et de solidarité. Les dotations de l'État aux collectivités progressaient en fonction de l'inflation et de l'évolution du PIB. Les communes, départements ou régions pouvaient ainsi bénéficier des fruits de la croissance à laquelle ils contribuaient.

Sous couvert d'orthodoxie budgétaire, le gouvernement Fillon a supprimé le contrat de croissance et de solidarité pour le remplacer par un nouveau contrat dit "de stabilité". Pour les collectivités, cela s'est traduit par une perte de 400 millions d'euros. "Elles ne pourront, ni se projeter dans l'avenir, ni faire face aux problèmes du présent", avait prévenu François Marc, au cours de l'examen de la loi.

Qui, au palais du Luxembourg, a défendu les collectivités locales, sinon les sénateurs socialistes ? Pour continuer ce combat essentiel, le groupe socialiste au Sénat doit sortir renforcé du renouvellement de dimanche prochain.

L'UMP pressent bien la victoire de la gauche. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'elle a créé de nouveaux postes de sénateurs, taillés sur mesure pour ses candidats, de manière à amortir sa défaite annoncée.

Les voix qui pourraient se porter sur les listes de témoignage pourraient, au moment du dépouillement, coûter cher et permettre à l'UMP de conserver une courte majorité. Quelle ironie pour ceux qui se targuent de vouloir résister au pouvoir qui ferme des hôpitaux ! Mais, les grands électeurs voient clair dans le jeu du maire de Carhaix. Il se prétend à gauche mais commence sa campagne en tapant sur le Parti Socialiste qui ne représente pas, à lui seul, la gauche, mais en constitue cependant la principale force. Il publie, comme par hasard, quelques jours avant les sénatoriales, un livre sur l'hôpital de Carhaix, alors que la bataille n'est pas encore terminée, mais oublie de signaler le rôle déterminant joué par les élus socialistes dans ce combat.

L'enjeu que représente les élections sénatoriales est trop important : dimanche pas une voix ne doit manquer pour la liste "L'Équipe Finistère", menée par François Marc.



Maryvonne Blondin et François Marc

War-raok Penn ar bed ! (suite)



"Standing ovation" pour Louis Le Pensec

••• Pour Louis Le Pensec, le Parti Socialiste a besoin de réfléchir et de reprendre à son compte des valeurs abandonnées à la droite, comme le travail ou la République, et de repenser son projet idéologique. Il est nécessaire pour cela que les socialistes se choisissent un Premier secrétaire qui sache remettre le parti en ordre de marche, qui soit capable de faire fructifier tous ces talents. "Cette fonction est incompatible avec le statut de présidentiable", a-t-il estimé. "Le choix de notre candidat à la présidentielle interviendra après".

Louis Le Pensec est intervenu à la tribune de la Fête de la Rose, pour la dernière fois en tant qu'élu national. Le 30 septembre, il quittera son bureau au Sénat. Mais il ne quitte pas pour autant la scène politique. "Il arrive que les politiques fassent ce qu'ils disent", a-t-il souligné, rappelant qu'il avait annoncé depuis plusieurs années son intention

Louis Le Pensec reste dans la vie publique

de ne pas se représenter aux élections cantonales de mars dernier ni aux élections sénatoriales du 21 septembre prochain. Michaël Quenez lui a brillamment succédé comme conseiller général du canton de Quimperlé.

"Cependant, ce double désengagement va de pair avec un double engagement", a-t-il annoncé. D'abord, au niveau local, au sein de l'équipe municipale de Bernard Pelleter à Mellac, mais aussi au niveau international, à la présidence de *Communes et régions d'Europe*, à laquelle il se portera à nouveau candidat, et au bureau mondial de l'ONU des pouvoirs locaux. Au sein de ces instances, Louis Le Pensec poursuivra son action déterminée en faveur de la solidarité internationale et le développement économique et social dans les pays du Sud.

Louis Le Pensec, le 14 septembre à Scaër, a conclu son intervention par *War-raok Penn ar bed !* (En avant le Finistère).

Le congrès dans tous les esprits

Quasiment au pied levé, David Assouline a remplacé Vincent Peillon à la Fête de la Rose de la huitième circonscription, le 14 septembre à Scaër.

Encore une fois, sur un site inédit, les sections de la huitième circonscription ont démontré leur capacité à organiser une grande manifestation festive, conviviale et politique.

Un moment important pour tous les adhérents et sympathisants du PS, à quelques jours du Conseil national de synthèse où seront présentées les motions soumises au vote pour le congrès de Reims.

Pour David Assouline, *"c'est une chance que le PS tienne son congrès maintenant, parce que nous allons pouvoir parler de nos propositions et de nos débats. Mais, sans langue de bois, il faut reconnaître que beaucoup d'entre-nous ont peur"*. En effet, les Français ne veulent pas assister à des affrontements dont ils ne comprennent pas les enjeux. *"Nous devons cependant avoir confiance et bâtir un Parti Socialiste qui*



Louis Le Penec, David Assouline et Gilbert Le Bris à la Fête de la Rose

soit à l'image de la société que nous voulons : fraternelle, inventive, métissée".

Pour l'ancien porte-parole de la coordination étudiante de 1986 contre la loi Devaquet, les débats doivent porter sur de vrais enjeux idéologiques : comment concilier à la fois les préoccupations sociales et écologiques par exemple. Ou alors, comment

décliner l'idée de la démocratie, *"jusqu'au bout"*, de la République parlementaire jusqu'à la démocratie dans l'entreprise, en passant par la démocratie participative qui permet d'anticiper les effets pervers de certaines lois. Ou encore, mais la liste n'est pas exhaustive, comment allons-nous préserver le système de retraites par répartition ?

LIBREMENT DIT... LIBREMENT DIT... LIBREMENT DIT... LIBREMENT



Offensifs et constructifs

Avec
Marisol Touraine

Les députés socialistes ne sont pas opposés au RSA, à condition que la majorité intègre leurs amendements et surtout n'exonère pas les hauts revenus de son financement, explique Marisol Touraine, députée de l'Indre et Loire.

Cap Finistère : Dans quel état d'esprit le groupe socialiste à l'Assemblée aborde-t-il la rentrée parlementaire ?

Marisol Touraine : *De manière à la fois offensive et constructive.*

Offensive, parce que la politique gouvernementale ne permet pas de répondre à la crise économique et sociale que subissent les français. Au contraire, elle aggrave la situation car notre pays ne dispose plus de marge de manœuvre.

Mais, en défendant nos propres propositions nous voulons aussi être constructifs, comme, par exemple, pour le projet de loi sur le RSA (Revenu de Solidarité Active).

Cap Finistère : Justement ce texte trouve grâce à vos yeux ?

Marisol Touraine : *Tout d'abord, il faut souligner que cette réforme ne représente pas une révolution. Elle s'inscrit dans le prolongement d'un débat lancé par la gauche qui défend l'idée selon laquelle les bénéficiaires de minima sociaux doivent être soutenus lorsqu'ils recherchent un emploi. Déjà en 1988, Michel Rocard avait beaucoup insisté sur l'insertion dans le RMI. Lionel Jospin avait aussi mis en place une procédure afin que les allocataires puissent cumuler RMI et salaire lorsqu'ils retrouvent un emploi.*

Nous sommes donc favorables aux mesures qui permettent aux rmistes

d'être accompagnés dans leur retour sur le marché du travail.

Cependant, nous voyons bien les risques et les insuffisances que comporte le projet du gouvernement. D'abord, ce dispositif profitera en priorité à ceux qui sont les moins éloignés du marché de l'emploi. Et les autres ? Ensuite, il convient de mettre en place des garanties pour éviter le développement des emplois précaires ou à temps partiel. Enfin, rien n'est prévu pour les jeunes qui sortent du système scolaire sans qualification.

Cap Finistère : Mais la question du financement reste le point d'achoppement ?

Marisol Touraine : *Tout à fait. La proposition actuelle constitue un progrès par rapport au premier projet qui consistait à réduire la Prime Pour l'Emploi. Pour nous, il n'était pas question que les ménages modestes financent le RSA. La mise à contribution des revenus du capital nous paraît plus appropriée. Cependant, et nous en faisons un préalable à notre vote, le bouclier fiscal ne doit pas permettre d'exonérer les plus hauts revenus.*

Rendez-vous

20 septembre

A partir de 17 heures : Repas de rentrée des socialistes de la 1^{ère} circonscription, au complexe polyvalent de Pluguffan, en présence de Benoît Hamon.

21 septembre

Élections sénatoriales.

25 septembre

A 20 h 30 : Claude Estier, ancien président du groupe socialiste au Sénat, dédicacera son livre : "J'en ai tant vu", à la librairie Ravy à Quimper.

4 octobre

Réunion de rentrée de la fédération, au centre des congrès de Mescoat à Landerneau. (Ouverte à tous les adhérents).

Non à la privatisation de La Poste

"Les socialistes vont tout faire pour empêcher l'adoption par l'Assemblée Nationale d'un nouveau statut de La Poste", a indiqué Stéphane Le Foll, à l'occasion de la conférence de presse hebdomadaire du Parti Socialiste, le 15 septembre.

Avec le soutien des syndicats, nous mobilisons dès aujourd'hui à travers une pétition pour initier un mouvement en profondeur dans le pays. Le texte de cette pétition est en ligne sur le site de la fédération www.ps29.org.

"Si le projet de loi devait être adopté, alors la question référendaire viendrait. Mais, pour l'instant, la question immédiate, c'est la non-adoption de ce projet", a précisé Stéphane Le Foll.

Un rapport accablant

Le rapport annuel de la Cour des comptes sur les comptes sociaux dénonce à la fois une sous-estimation chronique des déficits du régime général, le gonflement d'un endettement dont l'origine repose en grande partie sur un

sous-financement lié aux dizaines de milliards d'euros d'exonérations accordées aux entreprises sans condition. Ce rapport pointe également la grande inefficacité de la loi TEPA en termes financiers mais aussi au plan de l'emploi. En fait, la Cour des comptes porte une critique sans ambiguïté de la politique menée par les gouvernements de droite, depuis 2004, en terme de protection sociale.

Les outils de financement de la protection sociale sont gravement menacés. Il en résulte des déficits à la fois excessifs et injustifiés.

Pour l'Assurance maladie, le rapport dénonce le transfert des charges vers les ménages à hauteur de trois milliards et les incohérences entre l'objectif national des dépenses d'assurance-maladie et les politiques conventionnelles. Ce constat confirme le dépeçage de l'assurance-maladie obligatoire et la crise de pilotage du système de santé.

"La réduction des déficits sociaux et l'amélioration de la protection sociale sont possibles", a rappelé le Parti Socialiste. Les résultats

obtenus de 1997 à 2002, grâce à une politique de croissance, d'emploi mais aussi de maîtrise des coûts, le confirment. Par ailleurs, les socialistes préconisent plus que jamais l'instauration du principe de conditionnalité des exonérations et allègements de cotisations sociales, l'annulation d'une grande partie du paquet fiscal ainsi qu'un financement équilibré de la protection sociale avec en particulier, comme le préconise la Cour des comptes, la mise à contribution des titulaires de stocks-options.

Les 41 milliards de niches fiscales doivent être réexaminés et révisés afin de sortir d'une logique de facilité et d'injustices.

Ce que la droite nous présente comme la seule politique possible en termes de comptes sociaux conduit en fait depuis de longues années à un double échec caractérisé par l'inefficacité comptable et l'injustice sociale. Pour le Parti Socialiste, il s'agit d'un fiasco qui sert de mauvais alibi à la droite pour organiser une fuite en avant, dans le détricotage de la Sécurité sociale.

Annonces légales & judiciaires

LEGEND'VELO
Société à Responsabilité Limitée
en liquidation
au capital de 8 000 euros
Siège de la liquidation : "7 Kerbrad"
29470 PLOUGASTEL-DAOULAS
478 603 087 RCS BREST

AVIS DE PUBLICITÉ

Aux termes du procès-verbal de l'Assemblée Générale du 31 août 2008, avec effet rétroactif en date du 31 mai 2008, il résulte que :

Les associés, après avoir entendu le rapport du Liquidateur, ont :

- approuvé les comptes de liquidation ;
- donné quitus au Liquidateur et déchargé de son mandat ;
- prononcé la clôture des opérations de liquidation.

Les comptes de liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de BREST.

Mention sera faite au RCS : BREST.
Pour avis.

Isabelle TURIER Consulting
Société Unipersonnelle
à Responsabilité Limitée
au capital de 7 622,45 euros
Siège social :
11, rue Emile-Augier - 29200 BREST
R.C.S. BREST 438 464 588

Aux termes d'une décision en date du 30 juin 2008, l'associée unique, statuant en application de l'article L. 223-42 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la société.

Pour avis
La Gérante.

ENTREPRISE HENOCQ REVOV
EURL au capital de 3 000 euros
Siège social : 1, rue Saint-Pol-Roux
29200 BREST
R.C.S. BREST 503 674 301

L'Assemblée Générale extraordinaire du 10 septembre 2008 a décidé la dissolution de la société et sa mise en liquidation amiable à compter du 15 septembre 2008, nommé en qualité de Liquidateur M. HENOCQ Denis, l'associé unique de la société HENOCQ RENOV EURL, demeurant 50, rue Albert-Loupe, 29200 BREST, et fixé le siège de la liquidation à 50, rue Albert-Loupe, BREST.

Modification au R.C.S. de BREST.
Le liquidateur.

BOULEVARD DU LAC
Société à Responsabilité Limitée
au capital de 500 euros
Siège social : 7, rue du Lac
29690 HUELGOAT

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 15 mai 2008, il a été constitué une société à responsabilité limitée.

Dénomination sociale :

BOULEVARD DU LAC.

Capital : 500 euros, divisé en 50 parts sociales d'un montant de 10 euros chacune, entièrement souscrites et libérées.

Siège : 7, rue du Lac - 29690 HUELGOAT.

Objet : Crêperie dégustation et à emporter - glaces - restauration rapide - bar.

Durée : 99 années à compter de l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés.

Gérant : Mademoiselle Laurence JAOUEN, demeurant 7, rue du Lac, 29690 HUELGOAT, est désignée en qualité de gérante associée pour une durée illimitée aux termes d'un acte sous seing privé en date du 15 mai 2008 à HUELGOAT.

Immatriculation au Registre du commerce et des sociétés : La société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés tenu au Greffe du Tribunal de Commerce de MORLAIX.

Pour avis et mention.
Mademoiselle Laurence JAOUEN, gérante.

S'abonner :

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

.....

Abonnement Réabonnement

Abonnement pour 1 an : 15 €

Abonnement de soutien :

à partir de 20 €

Chèque à l'ordre de :

Fédération du Finistère
du Parti Socialiste.